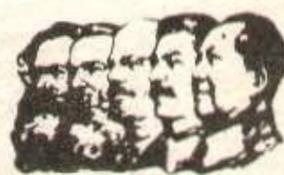


l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Dans l'unité à la base
et dans l'action

Bien discerner
ce qui
nous différencie
du Parti communiste
français

DANS un précédent éditorial, nous avons exposé la conception tactique de notre Parti pour l'organisation des luttes indispensables en riposte à la politique réactionnaire de Barre et Giscard. Loin de constituer un « virage », cette conception que nous défendons depuis des années, s'est trouvée irrésistiblement remise en valeur par l'échec de l'Union de la gauche basée sur une entente politicienne au sommet entre dirigeants du Parti communiste français et du Parti socialiste.

Nous avons eu raison à cent pour cent sur la question de l'unité pendant des années, mais malheureusement nous précisions dans le désert. L'offensive en cours du gouvernement et du patronat contre la classe ouvrière, les petits paysans et tous les salariés, rend tout-à-fait impérative l'unité de lutte des masses populaires. Or cette unité, cette arme ne peut se forger que par l'unité à la base, dans le respect réciproque des uns et des autres, en dehors des manœuvres politiciennes et électoralistes.

Répetons-le, nous, militants du Parti communiste marxiste-léniniste, nous voulons donc pratiquer l'unité à la base, sur le double plan politique et syndical avec tous les militants concernés sans exclusive, en particulier avec ceux du Parti communiste français.

S'agit-il dans ces conditions de renoncer aux critiques de la politique de leurs dirigeants et de leurs partis dont nous ne nous sommes pas séparés par fantaisie mais pour des raisons profondes, de principe et de pratique ?

En aucune manière.

L'unité, c'est aussi la lutte. Marchais le reconnaît lui-même publiquement maintenant.

Pour qui a lu et étudié nos « premières réflexions » sur le 23e congrès du Parti communiste français (voir les huit numéros de l'Humanité rouge publiés du 20 mai au 1er juin 1979), le Parti communiste marxiste-léniniste ne renonce absolument pas à critiquer deux points très importants de la politique du Parti communiste français. Il conserve certes de nombreux autres désaccords dont l'importance paraît toutefois plus secondaire.

1) La ligne stratégique du Parti communiste français substitue une étape dite d'« avancée démocratique » à l'objectif de la révolution socialiste. Cette pratique viole le léninisme, considéré en l'occurrence comme un vieux dogme dépassé. La réalité historique reste pourtant que la seule étape valable qu'il faille préparer avec toutes les forces ouvrières et populaires n'est autre que celle du socialisme. Ce qui n'exclut pas une tactique des luttes adaptée aux conditions actuelles de notre société encore caractérisée, en dépit de la crise, par une période de développement pacifique du capitalisme.

Jacques JURQUET

Suite page 4

Hausses sur le chômage

Plus de
1 700 000 chômeurs
selon le bureau
international du travail

- 8 000 indemnisations en moins ;
- 3 000 agents hospitaliers licenciés ;
- 10 000 suppressions d'emploi prévues à la SNCF ;
- 10 000 suppressions de postes-non-titulaires dans l'Éducation nationale.
- Toujours des expulsions de travailleurs immigrés.

... Et Barre veut la concertation, mais pourquoi ?

Voir page 3

979. Pour moi ça va ! Et vous ?



1 700 000 chômeurs, une situation que les sociétés d'interim exploitent à fond pour s'engraisser. Sur les murs, leurs publicités cyniques s'étalent.

(Photo HR)

Contre les lois racistes et anti-ouvrières Barre-Bonnet-Stoléro

Grand rassemblement national Français-immigrés

Samedi 29 septembre 1979 à partir de 14h à Garges-les-Gonesse

L Travailleur, travailleuse, A situation sociale de tous les travailleurs de France continue au fil des mois de s'aggraver :

- Salaires bloqués ;
- Hausses exorbitantes des prix (pain, métro, train, loyers) ;
- Augmentation des cotisations de Sécurité sociale donc baisse des salaires ;
- Plus de 1,5 million de chômeurs ;
- Multiplication des atteintes aux libertés : restrictions du droit de manifestation, d'affichage, de grève...

C'est le serrage de vis général et les mesures qui vont être prises contre les travailleurs immigrés font partie de cette offensive.

En Lorraine, ils ont fait croire qu'avec le départ des immigrés tout s'arrangerait : qu'est-ce qui s'est passé ensuite ? Ce sont les travailleurs français qui ont subi le même sort... et cela se généralise partout, dans toute la France.

Ne tombons pas dans le piège du pouvoir et du gouvernement qui essaient de nous diviser pour mieux frapper ensuite l'ensemble des travailleurs alors affaiblis par la division.

Aujourd'hui plus que jamais, nous devons nous serrer les coudes et montrer que la classe ouvrière de France ne permet-

tra pas qu'on frappe une partie d'elle-même.

Parmi tous ceux qui se battent dans la classe ouvrière, le pouvoir s'attaque violemment aux travailleurs immigrés, les plus démunis de droits : c'est ainsi qu'il frappe durement les résidents des foyers en lutte depuis presque cinq ans, regroupés dans le Comité de coordination des foyers, seul habilité à négocier sur la base de la plateforme revendicative.

La Sonacotra et le gouvernement ont choisi la répression en expulsant massivement les résidents des foyers. C'est ainsi que des milliers de travailleurs immigrés dorment sous les tentes, privés de tout domicile.

D'autre part, tandis que les expulsions hors du territoire français se multiplient, des dizaines d'attentats et assassinats racistes de travailleurs français et immigrés restent impunis ; la police et la justice ne se pressent pas pour retrouver les coupables.

Le grand rassemblement français-immigrés organisé par de nombreuses associations de travailleurs immigrés, le Comité de coordination des foyers, des sections syndicales CFDT, CGT, des UL, UD et syndicats, c'est le premier pas dans le long chemin que nous avons à parcourir dans la lutte pour notre unité et faire échec aux

lois racistes anti-immigrés et anti-ouvrières.

Préparez-le activement dans votre région et venez nombreux au grand rassemblement français-immigrés pour montrer que la classe ouvrière de France ne permettra pas qu'on la frappe indûment et sans riposte.

Non aux lois anti-immigrés ! Droits politiques et sociaux pour les immigrés ! Non aux mesures antisociales et anti-ouvrières !

Non à la décision des travail-

leurs français-immigrés !

Ouverture de négociations globales avec le Comité de coordination !

Non aux expulsions ! Réintégration des résidents sans condition !

Rassemblement contre les lois Barre-Bonnet, Stoléro du Comité de coordination des foyers en lutte, de nombreuses associations de travailleurs immigrés, de nombreuses sections syndicales, - UL, UD et UP. Appel du Comité de coordination des foyers en lutte.

Cherbourg: ouvriers sur les barricades

A CHERBOURG, deux à trois mille manifestants se sont heurtés toute la journée de jeudi aux CRS. Les ouvriers de l'entreprise Ardet-Babcock occupaient leur usine depuis trois mois. Jeudi matin, les gardes mobiles ont tenté de pénétrer dans l'entreprise, pour permettre le chargement de chaudières, butin de guerre des ouvriers d'Ardet-Babcock. Aussitôt, les travailleurs ripostent, bloquant la sortie, appuyés bientôt par des centaines d'ouvriers des autres usines et des employés de la ville.

Edifiant, vite fait, des barricades, les manifestants ont résisté et répondu aux grenades lacrymogènes et aux charges des flics.

Vendredi matin, très tôt, les CRS devaient intensifier leur offensive, pour récupérer les chaudières, mais les travailleurs étaient toujours déterminés à les en empêcher.

Argentine : une « disparue » nous raconte...

*Estrella Iglesias, militante du
Parti communiste marxiste-léniniste
d'Argentine témoigne*

Voici la deuxième partie de l'interview d'Estrella Iglesias, militante du Parti communiste marxiste-léniniste d'Argentine, « disparue » pendant de longs mois, libérée récemment des camps militaires. Aujourd'hui, elle nous parle de la commission d'enquête en Argentine et de la politique américaine et soviétique vis-à-vis de son pays.

HR : Une loi est sur le point d'être votée sur la question des « disparus ». Peux-tu nous expliquer son but ? (Cette loi prévoit que les « disparus » qui n'auront pas donné signe de vie dans les quatre-vingt-dix jours qui suivront leur appel seront considérés comme morts.)

Estrella Iglesias : Avant de parler de cette loi, je crois qu'il faut faire une introduction sur le problème des « disparus », qui est assez grave. Il y a de 15 à 20 000 disparus. C'est une politique délibérée mise en place par la junte depuis le coup d'Etat de 1976. Et aujourd'hui c'est un peu une question brûlante à résoudre, parce que les pressions internationales et les pressions internes en Argentine sont assez fortes. C'est pourquoi la dictature veut mettre en place cette loi dans une tentative désespérée pour régler le problème.

Il faut ajouter que le problème des disparus, c'est aujourd'hui un problème à régler pour la junte avant de s'attaquer à tous les autres problèmes qu'il y a en Argentine. C'est un peu une pierre de touche de la politique argentine.

HR : Peux-tu nous expliquer un peu le contenu de la loi ?

EI : D'abord, il faut dire que ce n'est pas une nouvelle loi, mais une modification d'une ancienne loi sur la question des disparus. C'est un peu une aberration juridique parce que la loi qu'il y avait avant concernait les disparus dans les cas de catastrophes nationales ou de tragédies collectives.

L'ancienne loi stipulait qu'il fallait un délai de cinq ans avant de considérer qu'un disparu était mort, ceci afin de pouvoir régler les questions légales com-

me les mariages, les héritages, la propriété, etc.

Mais l'actuelle modification que propose la junte réduit ce délai à 90 jours (trois mois). Ça veut dire qu'une personne sera déclarée morte si elle n'apparaît pas dans les 90 jours.

C'est un moyen pour l'Etat argentin de se débarrasser du problème des disparus et de prétendre n'avoir aucune responsabilité dans leur disparition. Il s'agit de légaliser un génocide, un massacre collectif, et les autres massacres déjà commis. (...)

Moi-même, j'ai vu des gens qui étaient encore vivants en 1978 et qui étaient « disparus » depuis un an ou même deux ans. Donc, cette loi c'est une aberration mais c'est aussi un danger très grave pour la vie des « disparus » (...)

Nous savons que les militaires ont un grand peur du jugement du peuple argentin sur le problème des disparus. Mais aussi ils sont très préoccupés de la position de l'ONU sur le problème, à cause des interventions des experts, par exemple l'expert français qui a dit : Il faut résoudre le problème des disparus. La communauté internationale doit réagir et elle doit juger le gouvernement argentin pour ses erreurs.

HR : En ce moment, une commission d'enquête sur les violations des droits de l'homme séjourne en Argentine. Quels pays en sont à l'origine et quelle a été la réaction de la junte devant cette enquête ?

EI : Il s'agit d'une commission de l'OEA (Organisation des Etats américains). Elle a été approuvée par le gouvernement argentin, il y a plus d'un an.

Le gouvernement argentin espérait avoir la caution de l'OEA sur sa politique intérieure. Il espérait

que la commission dirait qu'il ne se passait rien en Argentine. Mais il y a la pression interne dans le pays (il faut dire qu'il y a eu plusieurs manifestations avant l'arrivée de la commission ; il y a une activité permanente des familles des « disparus » en Argentine malgré les difficultés pour se déplacer, pour se réunir ; il y a aussi les nombreux témoignages que l'OEA a reçus à Washington de la part des familles).

Il y a aussi la campagne internationale de plusieurs gouvernements dans le monde, des forces syndicales, politiques ainsi que les efforts de quelques pays d'Amérique latine comme le Venezuela, le Mexique. Tout cela a donné à cette commission de l'OEA le caractère d'une véritable commission d'enquête. Il faut dire que depuis l'arrivée de cette commission, il y a une queue très longue des parents des « disparus » pour témoigner auprès de l'OEA.

Cette commission était très attendue par les différentes forces politiques d'Argentine, par les forces syndicales et par tous les gens qui ont des membres de leur famille « disparus ». Il faut dire aussi que cette commission est le résultat de la politique du gouvernement des USA sur la question des droits de l'Homme.

HR : A ton avis, est-ce que cette commission peut avoir un rôle positif ?

EI : Oui, j'espère que cette commission peut jouer un rôle positif dans le problème des « disparus » et des droits de l'homme en Argentine parce qu'il y a de nombreux témoignages qui ont été apportés devant cette commission. Mais aussi parce qu'aujourd'hui la dictature en Argentine marche contre le courant très important en Amérique latine, qui est la consolidation du nouveau processus démocratique sur le continent : c'est le cas du Venezuela et du Mexique qui sont des pays démocratiques depuis longtemps, et de nouveaux cas comme celui du Panama, de la République dominicaine, de la Bolivie, le cas ré-



Estrella Iglesias

cent du Pérou et aussi le cas du Nicaragua.

D'une façon ou d'une autre, ces cas montrent l'importance du courant démocratique en Amérique latine. Et la dictature argentine est contre ce courant, ça c'est sûr. Ce courant a commencé à avoir une importance assez sérieuse au sein de l'OEA.

HR : Les USA ont pris position pour le respect des droits de l'Homme, plusieurs fois cette année. Comment expliquer cette attitude, alors que, bien souvent, ce sont eux qui ont mis en place ces dictatures fascistes ?

EI : D'abord, il faut dire que le coup d'Etat en Argentine a eu lieu le 24 mars 1976, sous le gouvernement de Gerald Ford aux USA, avec Kissinger comme secrétaire d'Etat. Carter, lui, a gagné les élections, avec le drapeau des droits de l'Homme, en novembre 1976, et il prend le pouvoir aux USA en janvier 1977.

N'oublions pas aussi que le coup d'Etat en Argentine a été appuyé par les USA, mais aussi par les Soviétiques et par les Cubains. Radio-Havane a appuyé le coup d'Etat dès le lendemain : le 25 mars. Radio-Havane disait que Videla était un démocrate et que le coup d'Etat était une bonne chose contre le péronisme.

Dans ce cadre-là, nous croyons que (c'est une constatation) les Américains sont affaiblis dans l'ensemble du monde et par rapport à l'autre superpuissance qu'est l'URSS. Mais ils maintiennent depuis longtemps une grande influence en Amérique latine (...)

S'il est vrai que les Américains sont en affrontement acharné avec les Soviétiques dans plusieurs régions du monde, ce n'est pas la même chose pour l'Amérique lati-

ne, même si, bien sûr, ils s'y disputent aussi.

L'Amérique latine a été et reste un objet de grand intérêt pour les Américains, elle est aussi très contrôlée par eux du point de vue économique, militaire et politique. Et les Américains cherchent à éviter que les Soviétiques ne pénètrent en Amérique latine d'abord, mais aussi qu'ils ne déstabilisent la région du point de vue politique. Ça signifie pour les Américains qu'ils essaient de mettre en place, dans le cas de dictature comme en Argentine, une politique pouvant établir un accord plus large avec plusieurs classes sociales en Argentine. Ceci pour éviter que la dictature n'ait à affronter plus tard une explosion populaire qui va tout « casser ».

Voilà pourquoi les Américains ont exercé une grande pression sur la dictature, malgré leur appui lors du coup d'Etat de Videla et bien qu'il y ait encore aux USA des secteurs qui soutiennent la dictature (...)

Je voudrais aussi ajouter une chose : en Argentine, nous avons un gouvernement qui représente les intérêts de l'oligarchie, liée à la production agricole, très réactionnaire et fasciste. Le plan de l'oligarchie est de faire de l'Argentine un pays exportateur de matières premières (viande, maïs, etc.). Or, sur le marché international, les Américains sont concurrents de l'Argentine, car ils produisent aussi de la viande, du maïs, etc.

Mais les Soviétiques, au contraire, peuvent avoir un rôle complémentaire sur le plan économique, avec l'Argentine, parce qu'ils font un effort de guerre énorme. Ce qui les oblige à laisser de côté la production agricole.

Pour cette raison, l'oligarchie argentine a établi

de très bons rapports avec l'URSS (...). Par exemple, il y a quelques jours, un général de l'armée soviétique est arrivé à Buenos-Aires, il a signé des accords avec l'armée argentine. C'est une tendance qui se développe dans quelques secteurs de l'armée (il y a aussi des secteurs pro-américains).

C'est un phénomène qui explique aussi l'attitude des Américains par rapport à Videla (...)

HR : L'URSS a plusieurs fois refusé que la question des droits de l'homme en Argentine soit discutée dans les instances internationales. Peux-tu nous rappeler quelques faits et nous donner ton opinion là-dessus ?

R : Oui, l'URSS a plusieurs fois refusé que la question des droits de l'homme soit traitée dans les forums internationaux, surtout à l'ONU, dans la sous-commission des droits de l'homme, en 1976, 1977 et 1978. Et, cette année, 1979, le délégué soviétique n'était pas présent à la discussion sur la question des disparitions en Argentine. Nous pensons que l'Union soviétique a donné son appui politique très, très fort à la junte depuis le coup d'Etat. Ils ont même dit (et redit récemment) que Videla représente le secteur démocratique de l'armée (...)

Mais pourquoi les Soviétiques font-ils ça ? D'abord comme je l'ai déjà dit, parce qu'il peut y avoir complémentarité entre l'Argentine de l'oligarchie et l'URSS de Brejnev, sur le plan économique. Mais surtout parce que pour l'URSS, l'Argentine est un pays important pour commencer à s'établir en Amérique Latine et pour mettre le pied dans d'autres pays.

La Chine aussi fait du commerce avec l'Argentine, mais elle ne soutient pas politiquement la junte militaire parce que la Chine n'a pas d'ambition hégémonique sur le monde.

Mais le commerce et les liens avec l'Union soviétique c'est un danger pour nous, parce que, comme on l'a vu en Afrique, au Moyen-Orient, dans le Sud-Est asiatique, après les liens économiques viennent les liens politiques et la soumission au contrôle soviétique.

Les Soviétiques s'intéressent à l'Argentine parce que c'est un pays riche et très bien placé, parce que le sud du pays contrôle le passage entre l'Océan Pacifique et l'Océan Atlantique, sans compter que nous avons des frontières avec cinq pays d'Amérique Latine et que l'Argentine a une influence non négligeable dans le continent (...)

Propos recueillis par
Claude LIRIA



Juan Carlos, lors de sa visite en Argentine. Estrella Iglesias doit sa libération, entre autres, à son intervention.



Tous les jeudis, Place de Mai à Buenos Aires, les femmes se rassemblent pour essayer d'avoir des nouvelles de leurs parents disparus. On a tenté de faire avouer à Estrella Iglesias par la torture le travail du Parti communiste marxiste-léniniste d'Argentine parmi ces familles.



Etna : un crime des marchands d'excursion

Le mercredi 12 septembre, dix touristes ont été tués et trente autres très grièvement brûlés par une nouvelle et brutale éruption de l'Etna en Sicile. Il y a un mois, l'éminent volcanologue, Haroun Tazieff, avait eu l'occasion d'expliquer lors d'une interview télévisée que les émanations de gaz ayant complètement cessé, celui-ci devait vraisemblablement s'accumuler sous un bouchon de laves. Il avait ajouté : « Je redoute une explosion soudaine, brutale et

meurtrière ». Des le 8 août, il avait demandé aux responsables du tourisme italien d'interdire l'accès du volcan aux touristes. Pendant deux jours, on l'écoula, mais les centaines de touristes qu'on amène chaque jour par cars entiers près du volcan ça rapporte gros à certains (une amie nous a dit avoir payé 350 F pour faire l'excursion) et l'appât du gain a étouffé la voix d'Haroun Tazieff. Non ce n'est pas l'Etna qui a tué et brûlé ces touristes imprudents, c'est la rapacité criminelle des exploiters de touristes qui est en cause.

Chili : six ans après

Il y a six ans, le 11 septembre 1973, le président Salvador Allende refusant de capituler devant le coup de force sanglant de Pinochet mourait les armes à la main dans le Palais de la Moneda à Santiago du Chili. Pour célébrer cet anniversaire, 400 personnes ont manifesté mardi dernier devant le palais de

la Moneda en lançant des œufs rouges et blancs. La police qui avait tenté en vain de s'opposer à la manifestation a arrêté sept personnes. Par ailleurs, 13 Chiliens poursuivent depuis huit jours une grève de la faim à l'ambassade du Danemark pour réclamer des informations sur le sort de leurs parents disparus.

Autour du Sahara Occidental

Le 22 août dernier le président tunisien, Habib Bourguiba avait envoyé au roi du Maroc et au président algérien des messages les invitant à se réunir à Tunis pour discuter de la tension dans le Nord-Ouest africain. Dans un message à Bourguiba,

Hassan II vient de faire savoir qu'il était favorable à une telle rencontre. Quant au gouvernement algérien, estimant qu'il n'existe aucun différend bilatéral algéro-marocain, il a invité les dirigeants marocains à négocier directement avec le Polisario comme l'a déjà fait la Mauritanie.

Hausses sur le chômage

Plus de 1 million 700 000 chômeurs selon le bureau international du travail

TANDIS que les patrons licencient, tandis qu'ils répriment les délégués syndicaux, tandis que les flics expulsent les travailleurs immigrés, Barre propose aux syndicats de négocier. Il estime en effet que la « concertation sociale » aurait, au cours des dix-huit derniers mois, donné des « résultats positifs ». Il veut donc remettre ça et invite les syndicats à discuter, des bas salaires, de la revalorisation du SMIC, de la durée du travail et de « l'expression des travailleurs dans l'entreprise ».

Bien sûr, Barre n'a pas proposé de discuter des expulsions de travailleurs immigrés, des conditions de travail des cheminots et des postiers, encore moins des licenciements prévus dans les hôpitaux.

Pourtant, au même moment, les cheminots sont en grève contre la nouvelle ré-

glementation qui entraînerait 10 000 suppressions d'emploi et augmenterait les dangers sur les trains. Le même jour, on apprenait qu'un jeune travailleur du centre de tri postal de Trappes s'était donné la mort (c'est le cinquième suicide en dix-huit mois d'un agent du centre de tri).

Dans le même temps, les travailleurs des hôpitaux préparent la mobilisation pour faire échec aux trois mille licenciements prévus.

Pour une bouteille de jus d'orange, une employée d'Air Inter a été licenciée.

« Résultats positifs » ?

On peut en douter. Alors que l'hiver approche, les travailleurs de Garges-les-Gonesses n'ont toujours pas été réintégrés dans leur foyer.

Et puis il y a les chiffres du chômage au mois d'août. Le nombre de chômeurs a

augmenté de 3,7% pour atteindre 1 302 600, soit plus de 1 700 000 chômeurs selon les normes du Bureau international du travail (BIT). Toujours au mois d'août, le nombre de chômeurs indemnisés par l'UNEDIC baissait de 730 035 en juillet à 722 738, soit 8 000 indemnisés en moins. Il faut savoir que c'est en septembre-octobre que se fait généralement la masse des inscriptions de jeunes au chômage. Le nombre de chômeurs risque d'atteindre le chiffre de 1 500 000 jamais atteint depuis la dernière guerre mondiale.

Au mois d'août, le quart des inscriptions (55 400) était dû à une fin de contrat à durée déterminée. De plus en plus, les travailleurs vont pointer à l'ANPE entre deux contrats à durée déterminée. Contrats qui vont être systématisés dans l'automobile.

En même temps, la durée

du chômage s'allonge. Sur les 1 302 600 inscrits à l'ANPE fin août, 804 600 le sont depuis plus de trois mois, 293 000 depuis plus d'un an. Les chômeurs de plus de trois mois représentent 61,8% des chômeurs. 46,8% des chômeurs de moins de 25 ans sont chômeurs depuis plus de trois mois.

Tous ces « résultats » sont « positifs » pour les profits des monopoles, pour leur redéploiement, mais certainement pas pour les travailleurs. Tous les chiffres prouvent une augmentation en flèche des profits des grandes firmes. Tandis que de l'autre côté, les conditions de vie et de travail du peuple sont de plus en plus dures. Les grèves qui se déroulent en ce moment, celles qui se préparent annoncent une concertation difficile pour Barre.

Léon CLADEL

DETENTE

USA - URSS : le ton monte

« Le gouvernement soviétique ne laissera pas Ludmila Vlassova sortir de l'avion ». Signé Brejnev. Réponse : signée Carter. « Il s'agit d'une question de principe. Si l'entrevue n'a pas lieu, l'avion n'ira nulle part ». C'était à la fin du mois d'août, le choix de résidence d'une ballerine du Bolchoï constituait l'enjeu de cette confrontation Est-Ouest. Aujourd'hui, les chaussons de danse ont été remplacés par des brodequins. C'est la présence d'une brigade soviétique à Cuba qui fait monter le ton entre Washington et Moscou.

Le danger militaire soviétique est un « mythe », l'existence « d'unités de combat soviétiques organisées » à Cuba est une « allégation » sans fondement. La presse soviétique réagit avec violence au débat qui s'est instauré tant en Europe qu'aux Etats-Unis autour des questions de défense. Quand on sait le prix accordé par Moscou à la préservation d'une image de marque pacifique, on comprend « l'agacement » manifesté ces temps-ci. D'autant que c'est la ratification des accords Salt II par le Sénat américain qui se trouve elle-même compromise. Or, ces laborieuses négocia-

tions sur la limitation des armements stratégiques sont une des pièces maîtresses de la politique soviétique.

Dans un premier temps, ces négociations furent un instrument entre les mains des supergrands pour préserver leur monopole atomique puis elles servirent de paravent à l'effort militaire soviétique jusqu'à la situation d'aujourd'hui où la parité est dépassée au profit de l'URSS.

Actuellement, dans les milieux dirigeants américains, de nombreuses voix s'élèvent pour dénoncer ce déséquilibre stratégique qui s'est instauré au détriment

des Etats-Unis et pour s'opposer à la ratification de l'accord signé en juin à Vienne par Carter et Brejnev.

L'affaire de la brigade soviétique à Cuba est révélatrice de ce durcissement américain. Deux à trois mille militaires soviétiques stationnent à Cuba depuis 1976 (ou 1970 ?). La révélation faite au moment où La Havane recevait le sommet des non-alignés était manifestement destinée à gêner Castro aux entournures dans son offensive pro-soviétique contre le tiers monde. Elle a pris depuis la dimension d'un affrontement entre Etats-Unis et URSS. Aux Etats-Unis, les hypothèses se multiplient quant aux missions éventuelles de cette brigade. Renforcement des effectifs militaires cubains dispersés sur les théâtres d'expansion soviétique ? Certains avancent qu'il pourrait s'agir d'effectifs chargés de la protection d'une station d'écoute soviétique capable de capter les communications

du réseau américain (y compris celles avec les satellites).

L'affaire a pris d'autant plus de relief qu'on est en pleine préparation des présidentielles aux Etats-Unis et que les questions de politique étrangère y jouent un rôle considérable. L'ambassadeur soviétique Dobrynine a été convoqué à la Maison Blanche par le secrétaire d'Etat Cyrus Vance. La réunion extrêmement discrète (Dobrynine serait passé par le garage du sous-sol) avait pour objet de signifier aux Soviétiques que les Etats-Unis « considèrent cette question (de Cuba) comme très grave ».

Depuis les commentaires soviétiques ont soulevé la question de la base américaine de Guantanamo (située à l'extrémité Est de l'île de Cuba). Bref, Carter et Brejnev sont engagés dans une nouvelle confrontation — à l'issue incertaine — qui traduit bien le rafraîchissement du climat de détente et l'inquiétude des milieux américains devant la perte de leur supériorité stratégique.

Pierre MARCEAU



INTERVIEW

Annulation de tout licenciement

Des délégués CGT et CFDT de l'entreprise Blondel de Villejuif nous expliquent leur lutte

Dans l'unité à la base et dans l'action

Bien discerner ce qui nous différencie du Parti communiste français

Suite de la page 1

Par conséquent utilisation des possibilités offertes par la légalité de la démocratie bourgeoise, c'est-à-dire : lutte de classe et de masse politique et syndicale et participation aux élections. Mais sans provoquer des illusions parmi les travailleurs, sans jamais leur cacher que le passage au socialisme exigera à terme, le recours à des luttes historiques et décisives nullement pacifiques.

Nous ne sommes ni pour la violence gratuite, ni pour la violence de minorités agissantes coupées des masses. Mais jusqu'à son effondrement, la bourgeoisie capitaliste opposera sa propre violence à la classe ouvrière et seule la violence de cette dernière, alliée aux autres classes et couches laborieuses de notre peuple, pourra vaincre en définitive l'exploitation et la répression capitalistes. C'est là une loi du développement et des transformations des sociétés à travers les siècles et les millénaires. C'est une loi régissant le passage d'une ère antérieure de la civilisation humaine à une ère nouvelle. C'est un enseignement fondamental et irrécusable de Marx, Lénine et Mao Zedong. Ne pas respecter cet enseignement conduit à réviser la doctrine fondamentale du marxisme-léninisme et à abandonner le socialisme scientifique. Ne pas respecter cette loi revient à renoncer à la victoire révolutionnaire du socialisme.

2) La ligne internationale du Parti communiste français, malgré quelques modifications timides, continue à apporter un concours objectif habile, actif et efficace aux entreprises mondiales de l'hégémonie soviétique, ce nouvel impérialisme en plein développement qui a malheureusement succédé au socialisme en URSS. En ce sens, la ligne du Parti communiste français se démarque toujours très sensiblement des lignes internationales du Parti communiste italien et du Parti communiste d'Espagne plus indépendantes de la politique soviétique.

Marchais accordé quelque attention aux justes positions du président Tito et des communistes yougoslaves, mais pour l'instant, le Parti communiste français continue à s'aligner activement sur les positions du social-impérialisme soviétique et de l'expansionnisme vietnamien pour ce qui concerne le point le plus chaud de la planète, le Sud-Est asiatique. De ce fait, le Parti communiste français soutient la politique anti-chinoise de l'hégémonie soviétique, politique d'encerclement de la Chine, même s'il ne lance plus contre la Chine les accusations mensongères et les grossières injures auxquelles il recourait dans les années 1960. On aurait pu croire que le Parti communiste français s'en tiendrait purement et simplement à la ligne du testament d'Ho Chi Minh qui fut l'un de ses membres dans les années 1920.

Comment donc dans ces conditions, pratiquer l'unité à la base avec des camarades ouvriers et adhérents du Parti communiste français ? Avant tout, en nous mettant d'accord avec eux contre la politique de Giscard-Barre. Ensuite, en recourant à des formes de lutte élaborées par des discussions fraternelles, sous le signe du respect mutuel des opinions respectives sur d'autres questions. D'accord pour l'action contre la politique réactionnaire du gouvernement et du patronat. Sans que cela n'interdisse aux marxistes-léninistes de conserver et d'exposer de manière autonome leurs idées sur la voie du passage au socialisme, comme sur la nature actuelle de l'Etat et de la politique internationale soviétiques.

L'unité est une tactique susceptible de cimenter temporairement, sur des objectifs limités, des militants dont les conceptions stratégiques diffèrent et qui portent sur la politique internationale des jugements divergents. Mais c'est une tactique nécessaire et indispensable pour contre-attaquer et vaincre l'offensive politique réactionnaire actuelle de la bourgeoisie capitaliste.

Même si le Parti communiste marxiste-léniniste constitue une force politique encore modeste, partout où sont présents ses militants, ils impulseront activement la juste conception marxiste-léniniste de l'unité à la base et dans l'action pour la défense des intérêts politiques économiques et sociaux de tous les travailleurs.

J.J.

A Villejuif, les travailleurs de chez Blondel (société de menuiserie) sont en grève depuis le 5 septembre. La direction de cette usine a décidé de fermer l'usine le 12 octobre, « faute de travail ».

HR : Peux-tu nous tracer l'historique de la lutte ?

L'année dernière, en 1978, neuf licenciements ont été prononcés, huit ont été accordés par l'Inspection du travail pour cause économique. L'argument mis en avant par la direction était « perte d'exploitation de 38 millions d'anciens francs » pour un chiffre d'affaires de 940 millions. Nous n'avons pas réussi à mobiliser le personnel à l'époque et les licenciements ont eu lieu.

HR : Quelles sont à ton avis, les causes qui freinent la mobilisation ?

La direction nous a fait miroiter un nouveau démarrage de la boîte après les licenciements. La suite des événements nous a montré d'ailleurs le contraire, puisqu'aujourd'hui, nous sommes tous dans la charrette.

HR : Cette année, comment les choses ont évolué ?

Le 18 mai 1979, à une réunion exceptionnelles des délégués du personnel, la direction nous informe que le conseil d'administration a décidé la cessation d'activité pour le 30 septembre 1979 et donc le licenciement de tout le personnel. Un plan

social qui n'a rien de social a été remis aux délégués du personnel.

Le 15 juin, on a eu une deuxième réunion, à laquelle nous nous sommes fait appuyer par nos représentants syndicaux. Le patron s'est fait assister par un représentant de la chambre syndicale patronale. A cette réunion, nous avons demandé les comptes de la société. La direction nous opposa un refus catégorique.

A cette même réunion, étant donné que nous avons pris connaissance auparavant des procès-verbaux du conseil d'administration de la société M. Blondel (Société générale des travaux du bâtiment-SGTB) et que nous avons découvert que la société SGTB était une ancienne société qui faisait la pose des travaux de menuiserie de la société Blondel, nous en avons parlé. La direction a violemment repoussé ce lien en nous faisant comprendre que nous étions délégués du personnel de la société Blondel et que nous n'avions pas à nous immiscer dans la SGTB.

L'inspection du travail a demandé un plan social à la direction et un bilan économique. Le patron l'a fourni dans les délais légaux, l'inspecteur a fait un rapport attestant de l'unité économique des deux sociétés et faisant état du

alors qu'elle prévoit d'envoyer deux mois de travail chez un confrère à Sens. Avec fermeté, les travailleurs ont engagé la lutte avec pour objectif l'annulation de l'ensemble des licenciements. Laissons leur la parole.

fait que certains chantiers se terminent bien après la fin des préavis de licenciements. Les réponses du patron ont été fuyantes et très peu claires. L'inspection a accordé les licenciements.

Ensuite, pendant les vacances, c'était difficile de mobiliser les gens ; c'est donc seulement au retour des vacances que ça a commencé.

La direction, ayant décidé d'envoyer deux mois de travaux à l'extérieur, les travailleurs, avec l'appui de la municipalité, ont empêché les camions de partir. C'est là que nous nous sommes mis en grève avec occupation des locaux avec 80 % des travailleurs, occupation qui fut suivie dans l'atelier à 100 %.

HR : Comment s'organise la lutte ?

Nous partons du principe que la lutte doit être menée par tous en même temps, que les responsabilités soient partagées et que chacun ait sa place dans la conduite de la lutte. Pour cela, nous avançons doucement mais avec détermination. Maintenant, nous essayons de voir les possibilités de populariser notre lutte, avec les autres boîtes de notre secteur, avec la population. Pour l'instant, nous sommes soutenus par les organisations syndicales CGT et CFDT

surtout au niveau départemental et régional, donc professionnel et interprofessionnel et aidés par la municipalité PCF de Villejuif ainsi que par le PCML.

HR : Quelles sont les perspectives de lutte ?

Sur le plan des démarches, un jugement va être rendu le 17 septembre au tribunal d'instance de Villejuif, concernant les liens étroits de la société Blondel avec SGTB. Dans l'affirmative, ceci nous ouvrira d'autres perspectives d'action. Pour nous, notre revendication est l'annulation de tous les licenciements.

HR : Je pense que pour pouvoir continuer la lutte, le soutien est important, comment l'organisez-vous ?

Sur la voie publique, on distribue des tracts, on organise des collectes et on est très bien accueilli par la population en général. D'autre part, la municipalité nous aide en nous fournissant les repas des jours de semaine. Nous comptons multiplier ces initiatives.

Usine Blondel, 42 avenue de Paris - 94800 VILLEJUIF

SNCF

Grève des cheminots : une large mobilisation

« **L** ES cheminots n'ont pas le choix : accepter les propositions de la direction, c'est accepter d'être un robot au service de l'entreprise (roulements plus rapprochés...), c'est accepter la réduction du nombre des cheminots (10 000 emplois en moins avec un agent), pour faire travailler à mort ceux qui resteraient. Une seule voie : celle de l'action la plus large. Nous ne pourrions gagner que par l'action unie ».

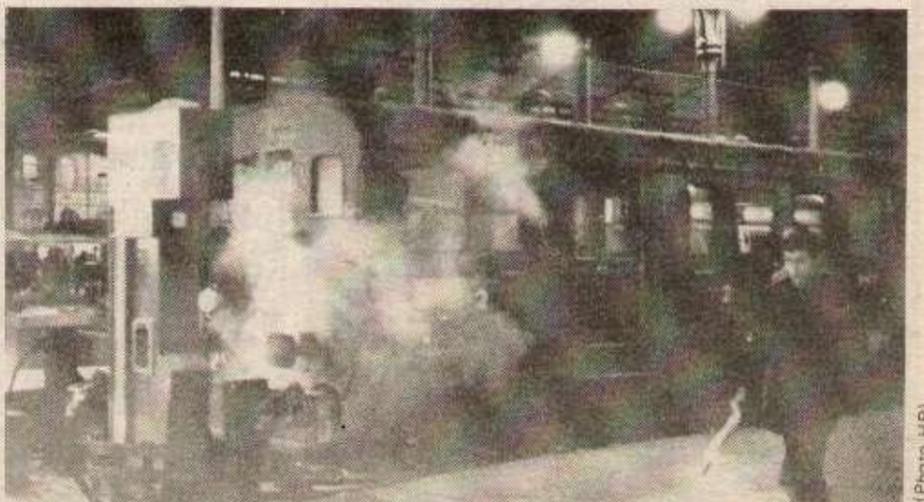
Voici ce qu'exprimait les responsables CGT et CFDT, lors d'une prise de parole à Bordeaux devant deux cents cheminots. La mobilisation n'est pas seulement forte à Bordeaux ; à Dijon, les cheminots sont en grève à 50 %, à Marseille à 100 %, à Nice à 80 %, à Avignon à 60 %, à Cannes à 85 %, à Montrouge à 80 % ; à Toulouse les personnels

roulants à 72 % et les agents à 43 %.

Partout, dans toute la France, les cheminots s'élèvent contre l'arbitraire : le

saire d'embauche à 2 180 francs, obligé de faire la course à la prime, il n'est pas rare de trouver un conducteur qui soit resté

10 000 km à son volant pour faire sa paye, de dures conditions de travail qui occasionnent souvent des accidents mortels : huit agents morts en 1978.



SNCF : des salaires de 2 180 F à l'embauche.

Télématique : c'est beau la technique... Mais qui en profitera ?

L'opération Rank Xerox à Mimizan lancée à grand renfort de publicité, la mise en place progressive de la télématique nous amènent à rouvrir le dossier télématique que nous avons ouvert l'an dernier à pareille époque (HR des 13, 14 et 16 septembre 1978).

Le rapport Nora n'est pas resté dans les dossiers poussiéreux de l'Élysée comme toutes ces réformes qui attendent encore d'être votées ou qui attendent les décrets d'applications qui ne sortent jamais.

Le rapport Nora est entré en action, il s'applique et avec lui les dures réalités du chômage pour des centaines de milliers de personnes de toutes les professions.

COMME tout phénomène, la télématique présente plusieurs aspects contradictoires. La chose n'est pas si facile à examiner. Nous allons essayer de voir quelques uns des aspects de manière sommaire, mais significative.

En moins de cinq cents ans, on passe à l'ère de l'électronique, du satellite, de l'ordinateur et on réussit à coupler tous ces matériels. Tout cela prouve l'ingéniosité des hommes, leur capacité à dominer des phénomènes nouveaux dont on ne soupçonnait pas l'existence il y a seulement quarante ans.

LES FRUITS DU PROGRES

La télématique marque un progrès considérable dans la transmission, dans l'audiovisuel, dans l'informatique. Il a fallu un million d'années à l'homme pour construire la première presse d'imprimerie.

AU SERVICE DE QUI ?

Nous vivons dans une société capitaliste dont le caractère principal est qu'une minorité de gens vit du travail, de l'exploitation de la force de travail de l'immense ma-

jorité de la population.

Ces capitalistes sont en concurrence entre eux chez nous pour vendre leurs produits et sont en lutte entre eux au niveau mondial.

Ils vivent dans la hantise constante de la crise économique, de la dépression, d'être écrasés par d'autres plus forts qu'eux.

La télématique comme toute autre innovation technique n'est pas une innovation en soi. Correspondant à l'évolution de la société à un moment donné, elle n'a pas d'utilité si on la sort du processus économique.

La télématique aux mains des capitalistes, c'est un levier puissant pour accroître leurs profits, rationaliser la production.

Les capitalistes français n'entendent prendre aucun retard en ce domaine. Ils n'entendent pas répéter l'erreur qu'ils ont faite dans le domaine des ordinateurs.

Il faut dire que dans le domaine de l'électronique, les capitalistes français disposent de bases solides, même s'ils sont plus faibles que leurs concurrents américains ou allemands.

se sont rendu compte de l'importance des profits à faire.

Le VII^e plan a prévu un programme d'investissement colossal pour l'équipement téléphonique, la modernisation des réseaux et des matériels. De 1977 à 1980 pour les seuls télécommunications du secteur PTT, 120 milliards de francs d'investissement ont été prévus.

LE PASSAGE A L'ÉLECTRONIQUE

Le développement de l'informatique nécessite un système téléphonique ayant un très grand nombre de lignes qui techniquement soit très avancé d'où l'électronisation et le couplage du téléphone et de l'ordinateur.

Les PTT ont réorganisé leurs centraux, modernisé les anciens ou sont en cours et ils commandent des centraux électroniques.

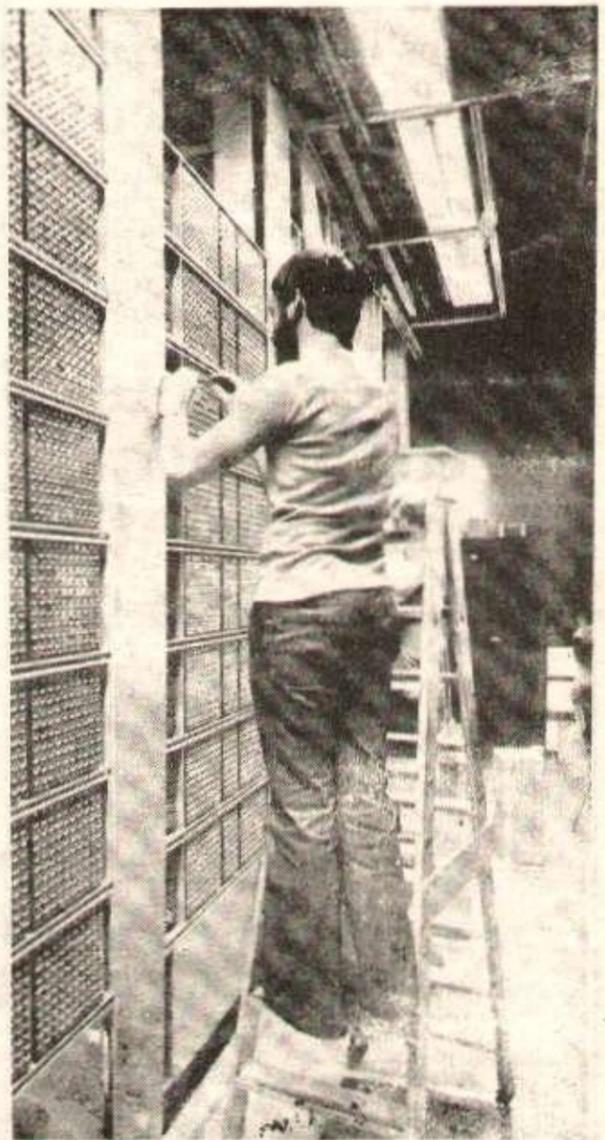
Ces modifications techniques dans le système de communications téléphoniques auront des répercussions jusque dans la vie de tous les jours des gens.

Un exemple, la téléinformatique domestique : le système autiope permet d'avoir accès sur un téléviseur à un système de fichier à partir d'un clavier spécial et le système TIC-TAC permettra, lui, en plus, de dialoguer avec l'ordinateur.

CONCLUSION PROVISOIRE

Le développement du téléphone permet aujourd'hui de passer à un stade supérieur pour la bourgeoisie mais ne nous y trompons pas, très peu d'emplois seront créés pour la mise en place de ce système. Au contraire, on aura encore l'occasion de parler de licenciements et de luttes.

Yves LEPIC



Les modifications techniques dans le système des communications téléphoniques auront de très larges répercussions.

La fourniture du matériel ou la guerre des gangs

Pour mettre en place la télématique, il faut un matériel considérable. Il faut de nouveaux centraux téléphoniques, des ordinateurs, des satellites, des postes téléphoniques, des télécopieurs.

Il semble qu'au niveau des télécopieurs, le gouvernement ait porté son choix sur la Thomson qui devrait en fournir environ 100 000 avant la fin de l'année.

Giscard a bien choisi, son cousin sera content. Mais pour montrer qu'on ne veut pas dépendre que d'un seul fournisseur, on choisira un autre entre Matra, CIT-Alcatel et SAGEM.

En ce qui concerne l'annuaire électronique, pour la fourniture des terminaux, les sociétés Matra-STE (filiale de LMT et Thomson), Télec (filiale de la CIT-Alcatel), TRT-Radiotechnique (filiale de Philips) ont reçu commande de 1 000 terminaux chacun.

La guerre des gangs est ouverte entre toutes ces sociétés et celles qui sont pour l'instant écartées comme ITT, l'AOP ou d'autres.

Quand Norbert Ségard fait des déclarations pour le moins fantaisistes

« Les prix du téléphone baisseront le plus rapidement possible : ceux de la taxe de raccordement (actuellement de 700 F) et la communication (50 centimes) ». Voilà ce qu'a osé dire Ségard à la presse à la sortie du conseil des ministres de mercredi 12 septembre.

Nous aimerions pourtant porter quelques faits moins rassurants à la connaissance de nos lecteurs. Nous lançons tout de suite un avertissement : les faits que nous donnons sont valables pour un seul département et ne peuvent être encore généralisés.

Le premier fait porte sur l'extension du réseau téléphonique. Les experts ont prévu une extension formidable. Mais, pour le Loiret (situé dans une région très bien équipée en téléphone), les demandes d'installations et les demandes de résiliations s'équilibrent presque. 50% des causes de résiliations (fin d'abonnement) sont dues au fait que les gens ne peuvent plus payer les factures. Le téléphone n'étant pas un bien de première nécessité, les gens préfèrent garder leur argent pour autre chose.

Le deuxième fait est que les télécommunications sont en cessation de paiement. L'enveloppe budgétaire a été diminuée pour le budget 1979 et de fait, les programmes de modernisation ne pourront être menés à bien dans leur ensemble.

Ceci ne manquera pas d'avoir des conséquences sur les entreprises de la téléphonie travaillant pour les PTT qui feront payer cette politique aux travailleurs en les licenciant.

Le troisième fait, celui-là non encore vérifié, concerne le rapatriement d'une partie de la sous-traitance dans le giron des PTT notamment aux lignes. La conséquence sera aussi le licenciement de travailleurs dans les entreprises sous-traitantes et non une victoire des postiers dans la lutte contre la privatisation.

Mais la déclaration de M. Ségard est peut-être du même tonneau que celle de Monory sur la baisse de l'essence à l'automne 1978, une vantardise, une grosse et bonne bavure destinée à calmer l'opinion publique excédée par les hausses de cet été.

L'ÉVOLUTION DU TÉLÉPHONE

A la fin de l'année 1974, on comptait en France seulement 6,2 millions de lignes principales. La densité était de 11,7 pour cent

Cette densité était inférieure à celle de l'Espagne, de la Grèce. Elle était de loin inférieure à celle de la Grande-Bretagne, de la Finlande, de la Suisse, de la Suède.

Puis avec le développement du secteur informatique et l'importance du secteur des télécommunications en France — un large secteur d'État centralisé avec le CNES, TDF, les télécoms — les capitalistes

Evolution du téléphone en France

Années	Parc 31/12 millions	Ac du parc %	L. P. millions	Total millions	électro-mécanique	électro-nique	spatial	temporel	décal de raccor-(mois)	tonalité attente plus 3 sec	engage-ment total milliards	PTT soc. fin.
1974	6,2	plus 10,5	plus 0,6						16,5	4,8 %	12	
1975	7,1	plus 14,5	plus 0,9						---	2,5 %	15,3	
1976	8,4	plus 18,3	plus 1,3	2,1	1,8	0,3	0,1	0,2	---	0,9 %	18,7	
1977	10	plus 19	plus 1,5	2,9	2,2	0,7	0,4	0,3	8,1	---	24,8	
Esti-mations												
1978	11,8	plus 18	plus 1,8	2,9	1,4-1,6	1,3-1,5	0,8	0,5-0,7	---	---	25,8	4,6
1979	13,7	plus 16	plus 1,9	2,9	0,9	2			---	---	28,4	
1980	15,7	plus 14,5	plus 2	2,8-3	0,4-0,5	2,3-2,6*			4,2	0,5 %	30,4	
1981	17,8	plus 13,4	plus 2,1	2,8-3	0	2,8-3			---	---		
1982	19,9	plus 11,8	plus 2,1	2,8-3	0	2,8-3			0,5	---		

Les surprises du budget 80

« Changement dans la continuité »

Cette semaine, les patrons du CNPF ont tenu à tresser publiquement des couronnes de lauriers au gouvernement pour son action en faveur de l'emploi des jeunes.

Surtout qu'ils ne rangent pas le tapis rouge, qu'ils ne desservent pas le champagne, le budget 1980 fera mieux encore.

DANS le cadre du « budget de solidarité », les dotations en faveur de l'emploi représentent près de 20 milliards de francs, soit 45 % de plus que dans le budget 1979.

Dotations qui se répartissent ainsi :

Interventions du fonds national de l'emploi (primes à la mobilité, conventions de chômage partiel) : 0,7 milliards.

Formation professionnelle : 5,3 milliards.

Mesures sociales en fa-

veur de la sidérurgie : 0,5 milliard. Les principales dotations vont au pacte national pour l'emploi : 2,3 milliards en 1979 contre 3,5 milliards en 1980, 50 % en plus et les crédits de l'indemnisation du chômage total passent de 4,6 milliards en 1979 à 8,9 milliards en 1980, soit 93 % en plus.

Ce budget 1980 en dit long sur les intentions et les capacités du gouvernement. Il sera incapable de résorber le chômage des jeunes. Mais pourquoi le

résorber puisque les pactes nationaux « offerts » aux jeunes chômeurs font l'affaire des patrons. Le 3e pacte national, mis en chantier seulement le 1er juillet leur permet d'exploiter au rabais 15 000 jeunes en contrat-formation, 10 000 jeunes en stages pratiques et 35 000 apprentis.

Autre caractéristique de ce budget 1980, les 0,5 milliard à la sidérurgie. A quoi servira cet argent ? A licencier encore des sidérurgistes.

Enfin les 8,9 milliards à l'indemnisation du chômage total et les 0,7 milliard aux primes de mobilité et aux conventions sur le chômage partiel confirment la campagne actuelle du gouvernement pour faire accepter l'exil, pour faire accepter le travail à mi-temps.

Nathalie VILLOTIERS

RENTREE SCOLAIRE

A quand la tournée des lycées pour une inscription ?

L'ANNEE dernière, il y avait la fameuse circulaire Soisson qui empêchait les jeunes lycéens de redoubler et les conviait gentiment à la vie active, avec comme transition un contrat emploi-formation.

Cette année, l'imagination de Beullac et de son brain-trust rectoral a trouvé d'autres moyens encore pour limiter le nombre des lycéens.

Il y a d'abord ce qu'on pourrait appeler « la clause de conscience » des recteurs : « Ils n'ouvriront de classe que si toutes les conditions matérielles et pédagogiques sont réunies pour le faire ». Hilarant ! Quand on sait le nombre considérable de postes non pourvus, la détérioration et la vétus-

té de nombreux établissements scolaires.

Si les élèves ne peuvent pas être accueillis, qu'ils aillent voir ailleurs, s'il n'y a pas une petite place pour eux.

Un autre moyen pour ne pas accueillir les lycéens a été trouvé dans la gestion des inscriptions. A Paris, l'administration des lycées ne s'occupe plus des inscriptions, le rectorat en organise la gestion... dans une superbe pagaille.

Depuis trois jours, parfois huit jours, des parents font la queue devant le rectorat pour inscrire leur enfant dans un lycée, pour demander des comptes sur le dossier d'inscription de leur enfant. Les réponses varient, mais ne réconfortent guère : « On a pris votre inscription », « Le dossier suit son cours » ou

« C'est complet ».

Des journées entières, debout à attendre et impossible de joindre le rectorat par téléphone, bien sûr. Il faut donc se déplacer, quitter son travail, perdre de l'argent. Par ailleurs, nous imaginons aisément les conditions de travail des employés du rectorat, tout aussi pénibles que les conditions d'attente des parents.

Mais à ces conditions scandaleuses d'inscription s'ajoute un autre problème : le succès incertain de cette attente. La constatation amère d'un lycéen de seconde en dit long : « Si je ne suis pas inscrit, je n'ai plus qu'à aller à l'agence... ».

A quand la tournée des lycées pour poursuivre ses études ?

GOUVERNEMENT

La sécurité sociale ravagée

ROGNER sur tout ce qui peut être rogné : leitmotiv des nouvelles mesures de la Sécurité sociale. Une telle politique touche tout le monde, les assurés sociaux, les professions de santé et les personnels administratifs.

Ainsi, si les travailleurs de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés, à Paris, (lutte dont nous faisons état dans notre édition d'hier) se heurtent au refus de la direction de négocier, c'est bien parce que la restructuration de la Sécurité sociale comprend une compression d'effectifs et une limitation du budget de fonctionnement.

Si les quatre dispensaires : Arcade, Bruxelles, Aque-duc, Viala, de la Caisse d'allocations familiale (CAF), à Paris, sont menacés de fermeture c'est bien parce que les nouvelles orientations favorisent l'épanouissement d'une médecine

super chère et la suppression de celle quasi gratuite. Ces centres de soins sont sans but lucratif, ne rapportent donc rien du tout. Par contre si le centre de soin Arcade ferme effectivement, le nouveau centre de soins, à but lucratif, qui s'est ouvert récemment à côté de l'Arcade, accueillera, lui, sa clientèle.

La Confédération des syndicats médicaux français s'élève contre ces orientations de la Sécurité sociale, contre le projet gouvernemental d'une enveloppe globale de rémunérations. « Cela aboutirait à terme, à la création d'un double secteur, avec une médecine des riches et une médecine des pauvres et à un rationnement arbitraire des possibilités de soin ». Rappelons à ce propos le projet de limitation des rémunérations des médecins en fonction du nombre d'ordonnances délivrées.

N.V.

TELEVISION

Vu mercredi sur TF 1

Le dernier train

« **I**LS ont déjà fait grève la semaine dernière, ils vont pas recommencer ! ». Voilà ce qu'on pouvait entendre hier soir dans les trains de banlieue. Le soir même débutait la grève des conducteurs de trains contre la réglementation du ministre des transports.

Dans la soirée à 20 h 30, TF1 présentait une dramatique en deux épisodes de Jacques Krier, d'après le roman d'André Stil.

A la base de cette dramatique, un fait divers. A la veille de son départ en retraite, un conducteur de train a un accident : son train de marchandises déraile, un de ses copains meurt. Marcel Davaine ne connaîtra pas la fête qui marque le dernier train du conducteur. C'est devant le juge qu'il devra s'expliquer. Georges Staquet interprète

avec naturel le personnage de Marcel. Sur sa figure, sur ses yeux bouffis, dans ses rides, on lit la fatigue du travailleur, qui fait les trois-huit, dont les rythmes de sommeil sont bouleversés.

Autre point noir, la vie du couple : « On parle des femmes de marins, d'aviateurs, mais qu'est-ce qu'on devrait dire de nos femmes ! » s'exclame Marcel Davaine, parlant à un copain. En effet, Clara, la femme de Marcel, est perpétuellement sur le pied de guerre, à attendre son mari, la cafetière à la main, les petits plats sur le feu, à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit.

Il est rare qu'on montre les conditions de travail, la vie des travailleurs. Pour deux soirs, ils ont la vedette au petit écran, détronant truands, espions et starlettes. Le réalisateur, Bernard

Krier, homme de télévision, rompu au reportage, explore bien le milieu des chemins et des gares. Parfois même, on peut lui reprocher certaines lenteurs dans la progression du film, dont l'action gagnerait à être plus ramassée. Bien que la caméra s'attache principalement au personnage de Marcel, les arrières plans manquent de relief. Tout le monde est gentil, tout le monde est gentil, on ne sent peut-être pas assez les contradictions entre les travailleurs, la vie en somme. On ne sent pas non plus l'unité ou bien les divisions, la mobilisation, mais une certaine uniformité derrière Marcel. Est-ce une question de technique ou de point de vue ? Il est vrai que le réalisme se pratique très peu à l'écran et que ce film a le grand mérite d'exister.

L.C.



Pour un soir, sur le petit écran, c'est le monde du travail qui a été en vedette.

EXPOSITION

La Chine d'Aujourd'hui en photo

LE 1er octobre, la Chine nouvelle aura trente ans. C'est dans ce contexte que le centre Beaubourg organise à Paris une exposition de photos sur la Chine, du 5 septembre au 26 novembre. Des images traditionnelles comme les enfants à l'école, la gymnastique des vieillards dans la rue y sont exposées, à côté d'autres photographies, beaucoup plus inhabituelles mais qui donnent un aperçu des changements intervenus en Chine ces dernières années.

Rien d'historique dans cette exposition, mais plutôt des images de la vie quotidienne : deux amoureux sous un parapluie, un bal au son de l'accordéon, des lecteurs attentifs de dazibaos au « mur de la démocratie », trois jeunes en train de jouer de la guitare sur un banc enneigé, la fête du Nouvel an, un mariage. Le repiquage du riz à la main, le transport des légumes à l'aide de l'indispensable (mais ô corbien pénible) palanche... donnent une idée du chemin encore long à parcourir pour arriver à la modernisation de ce pays du tiers monde.

Ces photographies de G. Hersant, F. Huguier, F. Lochon, J. L. Boissier, l'Agence Gamma, E. Morvan, F. Saur, L. Vidal et Ch. Viougard ont été prises en 1978 et 1979, dans différentes régions de Chine. * Galerie de la BPI, 2e étage. Métro Rambuteau - Hôtel-de-Ville.



« Dans un parc de Pékin, la Chine en évolution » une photo de François Lochon, faisant partie de l'exposition de Beaubourg

Bidermann découvre les USA

BIDERMANN, un des grands de ce pays en matière de confection, a chaussé ses bottes de sept lieues et est parti en direction des USA. Là-bas il pense faire beaucoup de petits profits. Il vient nous rappeler au cas où nous l'aurions oublié que dans nombre d'Etats des USA, les salaires sont moins élevés que chez nous dans le textile (un des secteurs pourtant où les salaires sont bas). Et puis, il n'y a pas partout ces méchants syndicalistes qui font des grèves à n'en plus finir. Et puis là-bas les briseurs de grève sont officiellement reconnus d'utilité publique par les capitalistes et le gouvernement, alors pensez c'est le paradis.

Bidermann a déjà choisi son Etat : le Mississippi où il pense acquérir une usine de confection très moderne qui emploie huit cents personnes. Qui va être licencié en France pour satisfaire les appétits financiers de Bidermann ? L'avenir nous le dira.

Sidérurgie : les patrons Harpagon

LES patrons de la sidérurgie française ont ouvert des négociations avec les grandes centrales syndicales françaises sur les salaires. Généreusement, les patrons sidérurgistes proposent une rallonge de 3% à compter du 1er septembre de cette année. Cette augmentation viendrait compléter les 4% déjà accordés (2% en janvier, 2% en avril).

Ces propositions valent pour les 75 000 sidérurgistes (Lorraine et Solmer). On ne peut pas dire que les maîtres de forge transgressent les consignes en matière de hausse des salaires. Il est vrai que la générosité n'a jamais été leur fort sauf en matière de licenciements où ils sont quasiment imbattables depuis quelques années.

Tous les syndicats ont refusé cette misère.

Suite de la page 8

on reprend les gens. Un exemple, notre patron a monté une usine à Autun en 1973 et les gens n'ont guère plus que le SMIC en faisant le même travail que nous.

R : Au bout de 6 ans, ils commencent tout juste à avoir des choses qu'on a depuis des années ici. Par exemple, les cinq jours de congés pour garder un enfant malade.

D : Il y a aussi la répression syndicale. Par exemple chez Ragache, le patron voulait licencier deux délégués, l'inspection du travail a refusé. Alors, les patrons ont licencié tout le monde et Ragache a été racheté par la maison Picot et ils ont repris les 28 travailleurs, moins deux, les deux délégués. Grâce à l'action de l'union locale CGT, un premier délégué a pu être réintégré après un procès. Pour le second, il doit y avoir un jugement en référé.

HR : Depuis votre dernière grève à Rhône-Isère, pourriez-vous nous expliquer où en est la situation dans l'usine ?

D : Du point de vue des salaires, nous avons eu un rattrapage de 50 F par mois en plus des indices et une compensation de 60 F pour les augmentations de cotisations de Sécurité sociale ce qui n'est

PTT britanniques : vers la scission poste - télécoms

UN jour, le Premier ministre anglais ou la Reine, ont dû embaucher le Simon Nora qui trainait chez eux et comme tous les grands commis des capitalistes ont tous à peu près les mêmes idées, ils ont dû penser Outre-Manche que la télématique, c'était l'avenir... des capitalistes.

Alors le ministre de l'Industrie de Grande-Bretagne du nom de Keith Joseph va proposer une réforme des Postes et Télécommunications.

Il propose la scission des deux activités rendant certainement les télécommunications aux monopoles privés. Chez nous c'est presque fait mais on enrobe la partition avec un tas de précautions verbales afin de démobiliser les travailleurs.

Quoiqu'il en soit, il nous faut renforcer notre vigilance car l'internationale des sales coups contre les travailleurs, ça existe.

Les capitalistes français aiment le tiers - monde

L'ENDETTEMENT des pays du tiers monde est important. De 90 milliards de dollars en 1972, il est passé à 250 milliards de dollars en 1977. Il a donc pratiquement triplé. Une grande part de cet endettement vient des remboursements des aides financières des pays développés dont la France.

Les capitaux privés (sociétés multinationales, banques privées) entrent pour une grande part dans les « subventions ». Pour réaliser ces juteuses opérations, il existe une organisation internationale, ou plus exactement une banque mondiale spécialisée dans la

pas négligeable. Par contre, les primes ont peu évolué et nous sommes encore loin du treizième mois ! Pourtant, il y a beaucoup de travail à Ronis. En ce moment, la direction embauche des intérimaires à pleine porte et des étudiants. La direction parle d'absentéisme alors qu'elle ne fait que remplacer les personnes qui partent à la retraite.

R : Par contre, il est question d'une diminution d'horaires de travail en hiver à cause des économies d'énergie. Nous, on dit qu'il faut que ce soit sans perte de salaire. Alors, on l'a mis dans les revendications.

D : Cela pourra servir à mobiliser les gens car les salaires sont déjà suffisamment bas.

HR : Comment ont évolué les contacts avec l'autre usine Ronis à Autun ?

D : Les contacts se sont renforcés depuis la dernière grève, le téléphone marche et on s'est revu trois fois.

R : On essaie de faire le travail ensemble.

D : A Autun, ils ont beaucoup de problèmes à cause du grand nombre d'intérimaires.

R : Et des personnes sous contrat aussi.

D : La direction a essayé de semer plusieurs fois la division entre les sections syndicales de Vaise et d'Autun. Il y a une chose qui marche : la calomnie. La direction a prétendu

promotion du secteur privé dans le tiers monde. Cette banque a une filiale du nom de Société financière internationale (SFI).

En 1978, cette SFI a réalisé un certain nombre d'opérations financières en direction du tiers monde. Les capitalistes français se sont placés premiers avec cent millions de dollars pour huit opérations d'une valeur globale de 300 millions de dollars.

Ils devançaient leurs homologues américains et ... allemands. Ces opérations sont considérées comme extrêmement rentables par les capitalistes. Nous n'en doutons pas au vu des résultats des six premiers mois de l'année 1979.

Cela vient confirmer que le déclin de la France n'est pas encore pour demain.

Le chewing - gum, ça rapporte

AU Nord de Strasbourg, une petite société : Togum S.A Elle a un an. Elle est jeune, mais elle profite bien. Elle fabrique des biens d'équipements (des machines) pour la confiserie, l'industrie pharmaceutique, etc.

Elle a reçu beaucoup de subventions ; pensez donc, une entreprise qui se crée à l'heure où des centaines ferment, ça mérite bien quelques prêts, histoire de montrer que c'est possible de réussir et d'entreprendre de nos jours.

250 000 francs de prêts de divers organismes (banques, etc.) Au bout du premier exercice, il y a déjà des bénéfices. C'est vraiment bien. Le chiffre d'affaires a été de 4,5 milliards de francs dont les 3/4 pour l'exportation.

Les prêteurs seront largement dédommagés. Remarque complémentaire : l'usine comptait dix personnes, on atteindra la vingtaine. Avec les 15 000 licenciements de la téléphonie, ça en fait des chômeurs en moins.

Cela n'empêche pas *Les Echos* de titrer : « Les entreprises qui préparent l'industrie française de demain ». Si elles sont toutes comme ça, on va battre des records de chômage tous les six mois.

que nous critiquions leur travail. A Autun, elle leur disait qu'ils se faisaient manipuler par les délégués de Vaise...

Cela n'a pas marché. Nous devons nous revoir dès la rentrée pour prévoir des actions.

HR : Quelles sont vos revendications ?

D : L'évolution des primes vers l'équivalent d'un treizième mois, des rattrapages de salaires pour les OS et aussi des réductions de temps de travail sans perte de salaire.

HR : Quel est le climat dans l'entreprise ?

D : Il y a bien sûr la peur du chômage et de l'intérim.

R : Ce qu'elle dit, c'est vrai et il y a en plus tout ce qu'on entend à la radio et à la télé.

D : Il y a le matraquage du patronat et du gouvernement. Ils ont des moyens que nous n'avons pas et il est plus facile de regarder la télévision que de lire un journal.

On a un patron et un encadrement « intelligents ». Ils lâchent juste assez de lest pour que les gens aient l'impression de ne pas être brimés.

HR : Est-ce que la section syndicale s'est renforcée ?

D : Nous avons pu présenter trois nouvelles déléguées suppléantes. C'est un signe, jusqu'à présent, elles participaient à tout avec nous mais elles n'avaient encore jamais pris de responsabilités.

BRETAGNE

Fête antirépression

Les 15 et 16 septembre, veille du procès des militants bretons embaillés depuis juillet 1978, le comité antirépression du Centre-Bretagne et les COBAR organisent une fête antirépression à la salle des fêtes de Pontivy. Les comités antirépression ne prétendent pas être les seuls à dénoncer la répression subie par toutes les minorités, aussi appellent-ils tout individu, organisation politique et syndicale, etc. victimes de la répression à venir manifester leur soutien et leur volonté dans la lutte pour la liberté d'expression.

Programme :
- Samedi 15 au soir, Fest Noz animé par de nombreux chanteurs et sonneurs, les *Diouled Ar Menez*, un appel est lancé à toute bonne volonté.

- Dimanche 16, à partir de 14 heures, spectacle avec Patrick Ewen, Gilles Servat, Jean Kergist, Mathieu Donnard Straet, Djiboujeb, Katella, Youenn Gwernic, Glenmor, Avel Nevez... des extraits de films de René Vautier, des interventions d'organisations et d'individus ayant subi la répression. Soyez nombreux à marquer votre solidarité.

Avis à nos lecteurs

Comme nous l'avons indiqué dans notre édition datée du 11 septembre, l'augmentation importante du coût de production (papier, encre, etc.) nous amène à porter le prix de notre quotidien à 2 F. Rappelons qu'il était resté à 1,70 F depuis janvier 1978. Par contre, les tarifs d'abonnement restent inchangés.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge Quotidien

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F	50 F	60 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom
Prénom
Rue
Commune
Code postal

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
B.P. 201 - 75926 Paris cedex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druésne
Commission paritaire N° 57-952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 2ème trimestre 1979



(Photo HR)

LYON -VAISE

Le travail manque, le quartier s'éteint

Interview de deux syndicalistes CGT de l'entreprise Ronis

Vaise est un vieux quartier industriel de Lyon, qui a connu un développement important après l'installation de la Rhodia dans les années 20. Cette entreprise a groupé jusqu'à 7 000 travailleurs en 1967. A partir de cette date, la fabrication des textiles artificiels devient moins rentable à cause de la concurrence italienne. C'est alors la liquidation progressive de l'usine de Vaise : il ne reste plus aujourd'hui que 1 700 travailleurs et tout le monde sait que la fermeture est proche.

Vaise est aussi un quartier en pleine rénovation, on démolit les logements ouvriers pour reconstruire des immeubles aux loyers trop élevés pour les travailleurs. Les entreprises ferment les uns après les autres et quittent le quartier : Biscuits Vignal, Cirage Lion Noir, Progil, Rivoire et Carret... et il y a quelques mois, c'est la bière 33 qui mettait à la porte 140 travailleurs. Les entreprises qui restent laissent diminuer leurs effectifs, c'est le cas de Claude (fabrique de lampes) ou de Ronis (300 suppressions d'emplois depuis 1971).

Nous avons interviewé deux syndicalistes CGT de l'entreprise Ronis qui ont bien voulu nous parler de la situation sur le quartier et à Ronis.

HR : Vous savez que l'emploi à Vaise est particulièrement touché, comment voyez-vous l'avenir de ce quartier ?

D : Un peu sombre. La situation est inquiétante, que ce soit pour Visseaux ou pour la Rhodia. Et malheureusement,

à la Rhodia, ils se battent un peu à part, alors qu'on se doute bien que si Rhodia disparaît, les usines à côté, aussi bien Ronis que les autres peuvent en supporter les conséquences.

Il est certain que la situation à Vaise continue à se détériorer, il faudra bien se battre. Parce qu'il n'y a pas que

les travailleurs qui sont touchés, il y a aussi les commerçants. Et toutes les petites boîtes qui ferment et qu'on ignore : 30 personnes par ci, 40 par là, cela fait des tas de gens !

R : Les travailleurs n'habitent plus sur le quartier. Tu prends le trolley le 3 ou le 2, le matin, il y a énormément d'immigrés qui viennent travailler à Vaise. Tous font vivre les commerçants ! Et j'ai aussi entendu dire que beaucoup de travailleurs déménageaient de la Duchère (grosse cité HLM proche de Vaise) car ils ne trouvent plus de travail à Vaise.

D : Sur Vaise, j'ai vu mourir un quartier, c'est la rue des Docks. Il y a moins de monde au Casino, la SIAM va fermer, il y a déjà Petronapht et la Bière 33 qui ont fermé. Voilà un quartier qui est mort, disparu.

On peut citer aussi Morin qui est parti à Quincieu, Besacier à Champagne, plus toutes les usines qui se sont montées à la périphérie (Neuville-sur-Saône par exemple). Ça démobilise les gens. Et puis, dans les zones industrielles, il faut voir à quelles conditions

RHONE - ISERE

Rhône-Isère : Fabrique de serrures et de clés Ronis. Deux entreprises : celle d'Autun assez récente et très moderne occupe 160 salariés. A Vaise, c'est l'usine « mère » où il existe de bonnes traditions de luttes. Le personnel est presque entièrement féminin (400 ouvrières) à part l'encadrement et quelques ouvriers professionnels.

Malgré les diminutions de personnel et le vieillissement dû au départ des jeunes, la combativité reste grande, comme en témoigne la dernière grève de décembre 1978. Celle-ci a duré huit jours et environ 70 % des OS y ont participé. La principa-

le revendication : la possibilité pour tous ceux qui le désiraient de travailler en journée continue avec une demi-heure d'arrêt casse-croute payée et comprise dans le temps de travail a été satisfaite. Les autres revendications : des rattrapages de salaire pour les OS et une augmentation des primes de vacances et de fin d'année n'ont été que partiellement satisfaites.

Les résultats ont été considérés comme une victoire car depuis la dernière grève de 1974, la direction n'avait jamais accordé d'augmentation de salaire supérieure aux indices officiels de l'INSEE.

«Ce qui compte, c'est la solidarité et la publicité des grèves»

La section syndicale CGT-Ronis s'est mobilisée dans plusieurs occasions pour soutenir d'autres luttes (particulièrement la lutte des Ets Gabriel, petite entreprise de la métallurgie voisine de Ronis) ce qui lui valut une certaine renommée au niveau du quartier.

HR : Que pensez-vous de la solidarité aux autres luttes ?

D : L'essentiel, c'est de faire connaître aux gens ce qui se passe. Il ne faut pas s'isoler pendant les grèves.

R : Pour notre grève, ce qui a été important, c'est que l'autre usine d'Autun a été mise dans le coup, tout de suite.

D : Parce qu'en 1974 (lors d'une autre grève avec occupation) on a laissé pourrir notre grève. On était resté isolé dans l'entreprise, sans faire de collecte dans les usines, sans mobiliser les gens aux alentours. On était une petite boîte qui faisait grève et c'est tout. Et à Autun, ils travaillaient, alors notre grève était cassée au départ.

Cette fois-ci on a fait le contraire, on a essayé de faire aussi avec les travailleurs de « Gabriel » et de « Black et Decker » et d'autres. Les collectes ont bien marché. On venait les aider au piquet de grève, les assister même en cas de coup dur, disons, ce qui compte, c'est la solidarité et la publicité des grèves.

R : Quand il y a eu la grève chez Calor (qui n'est pas une usine du quartier, mais une usine métallurgique importante de Lyon à personnel féminin), j'ai téléphoné à ma copine qui y travaille pour lui demander régulièrement où elles en étaient. Et j'en ai parlé à Ronis et on a été voir ce qui se passait.

D : A Vaise, l'Union locale a beaucoup aidé à soutenir les luttes de Ronis et de Gabriel, surtout en informant les autres travailleurs.

R : Il y a eu plus de problèmes chez Calor, parce que les deux gars de l'Union locale du 8e arrondissement ont dit « Faut pas faire ceci, faut pas faire cela... » alors que les femmes voulaient occuper.

D : Moi, j'estime que lorsque les gens sont violents, on ne doit pas leur couper leurs effets.

«Il n'y a qu'un CNPF»

HR : Existe-t-il des liens entre l'UL-CGT et l'UIB-CFDT ?

D : On voudrait qu'il y ait une meilleure union entre la CFDT et la CGT. Si les gens des syndicats veulent laver leur linge sale, qu'ils le lavent en famille et pas en public. Par exemple, un des problèmes de la Rhodia, c'est que la CGT et la CFDT ne sont pas d'accord.

R : Nous on essaye avec Autun, car il y a aussi la CFDT. On essaye de leur faire comprendre qu'il ne faut pas qu'ils se mangent le nez, que leur rôle est d'abord de défendre les travailleurs.

D : C'est surtout au niveau des délégués, quand il y a deux syndicats dans une entreprise qu'on peut agir. Nous on n'a pas ce problème à Vaise, mais on l'a à Autun. Si tout le monde essayait dans les entreprises de faire l'union, ce serait déjà beaucoup de problèmes résolus.

R : Parce qu'après tout, aucun syndicat ne détient la vérité et il faut s'entendre pour défendre les travailleurs.

D : Il est regrettable que chez les ouvriers il y ait 36 syndicats alors qu'il n'y a qu'un CNPF. Ce qu'il faut, c'est que la base réclame cette union à cor et à cri, peut être bien qu'ils seront obligés d'en tenir compte.

Ce qu'on pense du PCML

Le PCML intervient régulièrement à Ronis. Pendant la grève, il a apporté son soutien financier, il a aidé à faire connaître la lutte sur le quartier. Il a aussi participé activement au soutien de la lutte de Gabriel.

HR : Que pensez-vous de l'action de notre Parti pour soutenir les luttes ?

D : Il est certain qu'elle est très bien. Mais les gens sont un peu réticents quand vous critiquez les syndicats.

Et on entretient un état d'esprit contre vous. Des cadres et des agents de maîtrise ont envoyé vos tracts à Autun pour vous critiquer.

J'estime qu'un parti qui défend l'ouvrier est à écouter, ce ne sont pas les gens qui vont aux réunions du RPR qui peuvent nous défendre.

R : Et il faut savoir écouter les gens.

D : Du moment qu'il défend une idée, une liberté, une démocratie qui défend l'ouvrier, le gars opprimé, il est bon, à condition qu'il ne tape pas sur les syndicats même s'ils commettent des erreurs, le linge sale se lave en famille.